



MADARIAGA  
COLLEGE OF EUROPE  
CENTRE

# L'EUROPE-PROJET CONTRE L'EUROPE-MARCHÉ

---

Par Pierre Defraigne

Directeur exécutif du Centre Madariaga – Collège d'Europe

Directeur Général honoraire à la Commission Européenne

---

**Exposé fait devant le Comité des Semaines Sociales de France à l'invitation de Jérôme  
Vignon, Président, Paris le 9 avril 2016**

[pierre.defraigne@madariaga.org](mailto:pierre.defraigne@madariaga.org)

L'eurozone empannée dans une quasi-déflation, des flux de réfugiés qui ferment les frontières de Schengen, la débandade indigne des Européens face à Daesh, les *Panama Papers*, le « non » néerlandais au Traité avec l'Ukraine, l'empressement des dirigeants européens à conclure un accord commercial léonin avec Washington et, bientôt peut-être, le Brexit ! Comment ne pas parler de déglingue de l'Europe en effet ? Et pourtant, il y a mieux à faire que de verser dans la déploration. Tirons les leçons de l'Histoire en marche – la mondialisation – et mobilisons la raison pour nourrir notre Espérance. Osons d'abord une déconstruction des mythes qui encombrant le récit européen, quitte à montrer une certaine irrévérence vis-à-vis des Pères fondateurs, au demeurant des pionniers sans lesquels rien ne se serait passé.

Si l'Europe va mal, c'est peut-être qu'elle est mal partie, sur des bases incertaines qu'il nous faut aujourd'hui refonder et consolider. Car une chose est sûre : le changement d'échelle du monde rend l'Europe plus pertinente que jamais. Le repli sur des lignes nationales est une illusion. Il n'y a pas de retour en arrière possible. L'Europe est notre destin commun. Mais pas n'importe quelle Europe. Et sûrement pas celle qui est aujourd'hui en chantier. L'Europe vogue à la dérive parce qu'elle a renoncé d'emblée à allumer les deux moteurs principaux de son intégration politique : le modèle et la puissance. L'Europe-marché ne conduit en effet ni à la prospérité partagée au-dedans, ni à une capacité stratégique au-dehors. Il faut lui substituer une Europe-projet, seule possibilité de remobiliser les peuples et de rassembler les États.

## **LE RENONCEMENT À UN MODÈLE**

L'Europe a renoncé très tôt à définir un modèle social propre, modèle social étant ici entendu à la fois comme système de production et de répartition primaire de la richesse – les capacités industrielles, les marchés du travail et le statut légal et fiscal des entreprises – et comme régime de redistribution – de l'État-Providence aux politiques d'égalité des chances et de solidarité (éducation, santé, logement). L'Europe, en réalité, organise, à travers le marché unique, et la monnaie unique, la rivalité de modèles sociaux nationaux très différents. La liberté de mouvement des facteurs de production – capital et travail – sans harmonisation préalable a fait du marché l'arbitre des cadres nationaux de régulation et de solidarité. Du fait de la concurrence salariale, sociale et fiscale, cette compétition entre États pour attirer l'investissement étranger et pousser leurs exportations, devient course au moins-disant. Les gains de productivité sont de plus en plus captés par les actionnaires et par les intermédiaires financiers. Les inégalités se creusent d'autant plus qu'elles sont alimentées par trois trends récents qui leur ont donné une ampleur nouvelle : la révolution numérique, la mondialisation de la production (à la fois chaîne globale de valeur et hyper financiarisation) et l'instabilité des couples avec un biais de genre au

dépens des femmes. Mais la source la plus immédiate des inégalités est le chômage, toujours à deux chiffres dans l'eurozone et sans perspective sérieuse de relance de la croissance. Le surendettement des États leur interdit d'intervenir – Allemagne exceptée – tandis que la politique monétaire est à bout de course avec l'assouplissement quantitatif en plafond et les taux d'intérêts réels proches de zéro. Quant à compter sur les exportations extra-européennes, elles ne suffiront jamais à soutenir la croissance d'une économie de la taille de l'UE. En outre, la croissance mondiale est elle-même retombée de 3,5% à 2,5%, et celle du commerce international est plus basse encore, signe à la fois de la dépression des prix des produits de base et d'un palier – peut-être un plafond – dans la mondialisation. L'Europe doit donc d'abord compter sur ses capacités de croissance endogènes qui, malgré la démographie déclinante, restent considérables. Pourquoi l'Europe n'arrive-t-elle pas à libérer son potentiel de croissance ?

### **NI PRINCE, NI MARCHANDS EUROPÉENS**

D'abord, le marché unique de Jacques Delors a été mis en place aux conditions néolibérales de Margaret Thatcher : ni politiques industrielles des États, ni politique industrielle de l'Europe, et surtout pas de forteresse Europe. La croissance devait venir des économies d'échelle, des restructurations (fusions et acquisitions) et de la concurrence, notamment celle des importations. Mais nos concurrents, auxquels nous avons largement ouvert le marché unique – l'Amérique, la Chine, la Japon – ont quant à eux des politiques industrielles très effectives ; ils mobilisent fiscalité, financements publics, R&D, technologies duales et politiques de concurrence avantageuses pour les structures oligopolistiques pour soutenir leurs grands groupes, d'abord chez eux et ensuite sur les marchés extérieurs. L'Europe, pour reprendre l'expression de Fernand Braudel, ne compte ni Prince, ni Marchand, c'est-à-dire ni puissance publique européenne, ni groupes industriels et financiers européens. Du coup, il n'y a pas de partenaires sociaux possibles au niveau européen, et partant pas non plus de dialogue social au niveau européen comme le rêvait Jacques Delors.

Le marché unique souffre d'un double manque qui affaiblit doublement l'Europe : ni politique industrielle, ni schéma de convergence fiscale et sociale. De ce double point de vue, étendre le marché intérieur européen, au demeurant inachevé, à un marché intérieur transatlantique, ce à quoi vise le TTIP, serait une incongruité. L'Europe doit donc construire une contrepartie politique au marché unique en exploitant les économies d'échelles au niveau de la puissance publique : une politique industrielle qui promeuve à la fois innovation, clé du progrès de la productivité, critique pour une économie à maturité démographique ; et une distribution

primaire plus équitable de ces gains de productivité par la régulation effective de la concurrence, par une gouvernance d'entreprise proprement européenne, par un appui à la réindustrialisation de l'Europe vers le haut (*high-tech*) à travers la construction de groupes industriels proprement européens et, bien entendu, d'encouragement aux start-ups et aux formes équitables d'économie collaborative. Une fiscalité européenne directe du capital éradiquerait les pratiques déloyales des entreprises et des États et financerait le budget de l'eurozone.

Ensuite, la monnaie unique du trio Delors-Mitterrand-Kohl a été mise en place aux conditions monétaristes de la Bundesbank. La co-souveraineté sur l'euro a été payée de sa neutralisation comme outil de la politique économique puisque la politique monétaire n'a pas été doublée d'une politique budgétaire fédérale qui en serait le pendant naturel dans un *policy-mix* macroéconomique équilibré. Du coup, l'eurozone est bloquée en zone de déflation par le surendettement de la périphérie et par la rigidité de l'ordolibéralisme du noyau allemand. Trois maux en dérivent : la divergence Nord-Sud qui menace l'unité de l'eurozone, à commencer par un Grexit toujours possible ; la domination – malgré elle – d'une Allemagne, plus mercantiliste que jamais, sur la gouvernance de l'eurozone, et par conséquent de l'UE-28 ; l'incertitude que l'eurozone représente à la fois pour l'avenir de l'Europe et pour la stabilité de l'économie mondiale. L'euro, comme le marché unique sont des essais non transformés.

## **L'IMMATURITÉ STRATÉGIQUE DE L'EUROPE**

L'Europe s'est construite derrière le bouclier américain et sous l'impulsion des États-Unis, à travers le Plan Marshall (1947) qui conditionnait une aide financière massive à des débuts d'intégration de manière à reconstruire l'Europe et à contenir la menace soviétique. Du coup la construction européenne est, dès le départ, proprement schizophrénique : d'un côté la sécurité est garantie par l'Amérique, de l'autre, l'intégration européenne est abandonnée au marché, au demeurant ouvert aux entreprises américaines. Ce deal originel de l'après-guerre persiste toujours aujourd'hui. Du coup, l'Europe n'a jamais envisagé à ce jour de jouer comme telle un rôle stratégique dans le monde pour protéger et affirmer son modèle. On dit souvent que l'on doit à l'UE la paix en Europe depuis 70 ans. C'est évidemment une baliverne : comment voudrait-on que se fassent la guerre des pays qui des 1949 ont intégré leurs armées sous commandement américain dans l'OTAN pour faire face à l'Armée rouge ? Ce qui est vrai, mais différent, c'est que l'UE est le produit et le théâtre d'une véritable réconciliation franco-allemande et d'ailleurs une réconciliation de tout le continent après l'agression nazie, et incidemment, que cette réconciliation n'intervient pas à l'Est avec la Russie.

L'Europe s'est essayée à exister comme telle sur la scène internationale. Elle s'est voulue puissance normative ou puissance civile, jouant de sa politique de développement, de sa politique commerciale, de l'attraction de son marché intérieur sur son voisinage et de la coordination diplomatique. Des personnalités ont symbolisé ces efforts : Cheysson pour la Convention de Lomé, Davignon pour la coopération politique, Solana pour la première stratégie de l'UE. Las, qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

L'Europe est divisée par les rivalités entre ses *trois grands* États-membres (France, Allemagne, Royaume-Uni) qui l'exposent au jeu du « *divide and rule* » par les véritables *Trois Grands* (États-Unis, Chine, Russie). La politique extérieure de l'UE est coordonnée par Washington à travers les relations bilatérales avec nos grands États-membres. On l'a vu avec la stratégie d'encerclement de la Russie post-soviétique, avec l'endiguement de la Chine (via les projets de partenariats transpacifique – TPP – et transatlantique – TTIP) et avec la succession de phases d'activisme (Irak) et d'attentisme (Syrie) au Moyen-Orient avec tout de même un succès : la normalisation et la dénucléarisation – à confirmer – de l'Iran. Depuis le départ de Pascal Lamy, le suivisme des États-Unis est devenu la norme de la politique commerciale prise au piège de la « libéralisation compétitive » américaine. Cette dérive se manifeste le mieux dans le TTIP, que le Commissaire De Gucht définissait comme « *marché intérieur transatlantique* » et Hillary Clinton, alors Secrétaire d'État, comme « *OTAN économique* ». L'Europe joue ainsi aux dés sur son modèle social et son autonomie stratégique pour un demi-point de croissance. Inacceptable !

Ce refus de l'Europe, avec 500 millions d'habitants et un cinquième du PIB mondial – comparable à celui des États-Unis – d'assurer sa sécurité et de contribuer elle-même à un ordre économique et à la paix du monde selon ses conceptions propres, révèle une immaturité assez navrante. Devant le vide stratégique du monde, l'Europe s'arrête interdite. Pourquoi ? Où est la faille ?

### **PENSER LE COUPLE CAPITALISME-TECHNOLOGIE**

L'Europe souffre d'une incapacité de se penser comme projet pour elle-même et pour le monde. Elle qui a inspiré le monde à travers la Chrétienté, les Lumières et les conquêtes sociales des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, s'est rabattue sur une utopie fonctionnelle, sur un processus d'intégration non borné, non finalisé, et abandonné à des forces extérieures qui en déterminent le cours : d'un côté la mondialisation qui a gagné la construction européenne de vitesse avec l'autonomie accrue des forces de marché vis-à-vis du politique et avec l'élargissement qui a

hétérogénéisé l'UE-28 davantage encore ; de l'autre, la perte de l'hégémonie occidentale et le basculement géoéconomique et géopolitique vers l'Asie replacent l'Europe en position de dépendance vis-à-vis des États-Unis. Face à la mondialisation, l'Europe-marché s'est abandonnée à la doxa néolibérale anglo-saxonne et à un atlantisme opportuniste. Le néolibéralisme, à Bruxelles et en particulier au sein de l'appareil bureaucratique de la Commission, a remplacé l'élan européen des années Delors. L'atlantisme est le signe du désarroi des Chefs d'États et de Gouvernement devant le basculement du monde.

Aucune force politique – ni la social-démocratie, ni la démocratie chrétienne – n'a cherché à définir une alternative sérieuse au néolibéralisme pour gouverner l'Europe, aussi bien pour la politique macroéconomique que pour la dérégulation financière ou les réformes structurelles, notamment et surtout la flexibilité et la mobilité du travail ainsi que le refus d'une politique industrielle et le déblocage de la fiscalité du capital – entreprises ou très grosses fortunes.

C'est pourtant sur une réflexion sur le couple de force capitalisme et technologie, celle-ci étant de plus en plus asservie à celui-là par les normes de la propriété intellectuelle et par son potentiel fabuleux de profitabilité, qu'il faut construire une alternative à l'Europe-marché en échec. Or, ce couple capitalisme et technologie façonne nos économies où l'économie de marché concurrentielle des PME, des indépendants, des professions libérales est de plus en plus asservie au pouvoir de marché des firmes globales, souvent oligopolistiques et principalement américaines ; il transforme aussi nos sociétés en y diffusant d'une part les normes matérialistes et ultra-individualistes du capitalisme néolibéral et de la marchandisation des rapports humains, et d'autre part en renonçant à la quête de sens et de transcendance qu'induit la foi aveugle dans la technologie.

S'il est vrai, ce que je crois profondément, que les idées mènent le monde, il est urgent de réfléchir à nouveaux frais sur les rapports entre progrès humain d'un côté et culture et rapports de pouvoir générés par le capitalisme et la technologie de l'autre. Qui d'autre, mieux que les Chrétiens, devraient mieux percevoir l'urgence de questionner la pauvreté humaine et le vide spirituel d'une société abandonnée à l'économicisme et à l'emprise des forces de marché sur le politique ? Ils ne seraient pas seuls dans ce questionnement qui concerne toutes les forces humanistes et progressistes.

L'avenir de la démocratie en Europe est en effet dans le reversement du rapport entre marché et politique qui doit mobiliser la masse des citoyens. Anticipons le rebondissement de la crise qui s'annonce. Prenons les devants. Les Semaines Sociales ont un compte à régler avec le

néolibéralisme et avec le Consensus de Washington qui l'a longtemps incarné et qui est aujourd'hui frappé de discrédit dans le monde, hormis dans l'eurozone où il fait toujours recette en Grèce, à l'initiative de l'Eurogroupe. Le renversement de ce rapport entre marché et politique passe par l'Europe parce qu'elle offre une dimension pertinente à la régulation du capitalisme de marché globale. Le tournis qui a saisi la politique française depuis les deux derniers quinquennats cessera le jour où la France aura compris que son effort propre ne suffira pas à la rendre à l'équilibre de ses finances, à la reconquête de sa compétitivité et à la création d'emplois. Sans une régulation du capitalisme de marché par l'Europe et sans politique macroéconomique interactive de l'eurozone, elle s'épuisera à compenser les défaillances de l'Europe par des sacrifices rendus vains par le défaut d'une convergence européenne forte.

### **DÉNONCER UN ATLANTISME DE CONFORT**

Mais il ne s'agit pas seulement de penser l'alternative au néolibéralisme, il faut la rendre possible en libérant l'Europe d'un atlantisme de confort dont le coût politique et économique considérable échappe jusqu'à nos dirigeants. Il ne s'agit pas ni de rompre avec une alliance stratégique utile et nécessaire avec les USA, il s'agit de l'équilibrer, c'est-à-dire d'avoir une capacité politique suffisante de se faire entendre des États-Unis autant qu'ils se font entendre de l'Europe. Ce rééquilibrage passe par une défense commune au sein de l'OTAN. Avec une telle défense intégrée, la guerre d'Irak n'aurait pas eu lieu, Blair n'aurait pas pu s'acoquiner avec Bush Jr pour traquer de pseudo armes de destruction massive. L'Europe n'aurait eu à faire face ni à l'afflux de réfugiés de Syrie, ni aux attaques des djihadistes du 13 novembre 2015 à Paris et du 22 mars 2016 à Bruxelles. L'omission en matière de défense a un coût énorme pour l'Europe. On ne construit pas la paix sur le non-armement mais sur la construction d'un ordre mondial juste. Mais pour se faire entendre des puissances armées, il faut soi-même, non pas accroître, mais rationaliser l'effort de défense en la communautarisant.

La réflexion sur le néolibéralisme et sur l'atlantisme est indissociable, comme celle sur le modèle et sur la puissance. Pas de modèle européen sans autonomie stratégique. Aussi me suis-je fait le champion d'un compromis franco-allemand fondateur d'une Europe-projet qui mettrait dans le même panier la défense européenne et un budget des transferts pour l'eurozone. Car, modèle et puissance sont le côté pile et le côté face d'une même Europe-projet. La synergie est parfaite !

## **L'EUROPE COMME PROJET DE CIVILISATION**

Mais pas de modèle non plus sans renvoi aux valeurs, je devrais plutôt dire aux principes, qu'a dégagé, au fil de l'Histoire, la civilisation européenne : la dignité irréductible des personnes et leur égalité en dignité qui forment l'héritage judéo-chrétien ; la liberté et la laïcité affirmées par les Lumières ; la justice sociale arrachée par les luttes ouvrières ; la soutenabilité environnementale réclamée aujourd'hui par la jeunesse et dorénavant l'acceptation du vivre-ensemble, vécu comme un enrichissement, avec les migrants économiques et les réfugiés politiques qui affluent et continueront d'affluer vers Europe. L'Europe a un rôle pionnier à assumer dans le monde. Sa vocation universelle est là, dans la préservation de la diversité de ses cultures et dans la force de son unité de civilisation enrichie des réponses au double défi de notre temps ; l'environnement et les migrations.

Les Chrétiens, forts du message universel de l'Évangile, doctrine de paix, de justice et d'amour de tous les hommes et de toutes les femmes pour tous les hommes et toutes les femmes du monde doivent faire de l'Europe un champ d'essai pour le monde, avec le monde, d'un humanisme universel. Leur vocation reste celle du sel de la terre et leur mission celle du phare dans la nuit. Dans cette tâche, ils ne sont pas seuls. L'humanisme laïc est à leurs côtés.